

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

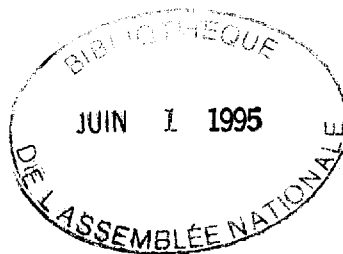
TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 100

Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et la Loi sur les corporations de fonds de sécurité

Présentation

**Présenté par
M. Jean Campeau
Ministre des Finances**



**Éditeur officiel du Québec
1995**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et la Loi sur les corporations de fonds de sécurité afin de préciser certaines dispositions relatives au mécanisme centralisé d'appel public à l'épargne.

Ce projet de loi attribue à une confédération l'exercice des pouvoirs d'une caisse affiliée à une fédération qui lui est affiliée relativement à son obligation légale d'emprunter des titres d'emprunt en sous-ordre.

Par ailleurs, ce projet de loi supprime l'obligation d'obtenir certaines autorisations de l'inspecteur général des institutions financières dans le cadre du mécanisme centralisé d'appel public à l'épargne.

Enfin, ce projet de loi établit les conditions de désaffiliation d'une fédération, laquelle est notamment soumise à l'autorisation du ministre.

Projet de loi 100

Loi modifiant la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit et la Loi sur les corporations de fonds de sécurité

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 213 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4.1), modifié par l'article 2 du chapitre 38 des lois de 1994, est de nouveau modifié par la suppression, dans le paragraphe 6.1°, des mots « , avec l'autorisation de l'inspecteur général et aux conditions et restrictions qu'il peut déterminer ».

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 333, du chapitre suivant:

«CHAPITRE II.1

«DÉS AFFILIATION

«**333.1** Une fédération peut se désaffilier d'une confédération aux conditions suivantes:

1° avoir rempli toutes ses obligations envers la confédération;

2° avoir fourni, de l'avis de l'inspecteur général, les garanties suffisantes pour assurer la protection de ses membres;

3° être autorisée par le ministre qui doit, à cette fin, prendre l'avis de l'inspecteur général. L'autorisation peut être assortie de conditions. ».

3. L'article 334 de cette loi, modifié par l'article 7 du chapitre 38 des lois de 1994, est de nouveau modifié:

1° par la suppression, dans le troisième alinéa, des mots « , avec l'autorisation de l'inspecteur général et aux conditions et restrictions qu'il peut déterminer, » ;

2° par l'insertion, dans le quatrième alinéa et après le mot « rachat », des mots « par anticipation ».

4. L'article 408.1 de cette loi, édicté par l'article 14 du chapitre 38 des lois de 1994, est modifié par la suppression, dans le premier alinéa, des mots « , avec l'autorisation de l'inspecteur général et aux conditions et restrictions qu'il peut déterminer, ».

5. L'article 469.2 de cette loi, édicté par l'article 17 du chapitre 38 des lois de 1994, est modifié :

1° par l'insertion, dans le premier alinéa et après le mot « mobilières », des mots « dans le public » ;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « La résolution de la confédération doit également établir » par les mots « La confédération doit de plus établir, par résolution, » ;

3° par le remplacement, dans la première ligne des troisième et quatrième alinéas et avant le mot « résolution », du mot « La » par le mot « Toute » ;

4° par l'addition, après le quatrième alinéa, du suivant :

« Toute résolution de la confédération tient lieu, pour chaque caisse, de résolution d'emprunt. La confédération est autorisée à effectuer les actes nécessaires ou utiles pour l'application d'une telle résolution et ces actes sont réputés ceux d'une caisse. ».

6. L'article 26 de la Loi sur les corporations de fonds de sécurité (L.R.Q., chapitre C-69.1), modifié par l'article 26 du chapitre 38 des lois de 1994, est de nouveau modifié :

1° par la suppression, dans le paragraphe 8° du premier alinéa, des mots « avec l'autorisation de l'inspecteur général et aux conditions et restrictions qu'il peut déterminer, » ;

2° par l'insertion, dans le deuxième alinéa et après le mot « remboursement », des mots « avant échéance ».

7. L'article 39.1 de cette loi, édicté par l'article 28 du chapitre 38 des lois de 1994, est modifié par la suppression, dans le premier

alinéa, des mots « , avec l'autorisation de l'inspecteur général et aux conditions et restrictions qu'il peut déterminer, ».

8. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).